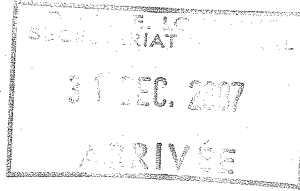


PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION du DEVELOPPEMENT  
DURABLE et des POLITIQUES  
INTERMINISTERIELLES  
Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et de l'Environnement



**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'honneur,

**N° 2007 368**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-1;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 16.734 du 6 décembre 1994, n° 2002-302 du 30 avril 2002 et n° 2002.337 du 27 février 2004 autorisant la Société ERGOM France SAS à exploiter, sur le territoire de la commune VILLERS LA MONTAGNE, une installation de transformation de matières plastiques ;

Vu le courrier de la Société ERGOM du 9 mars 2005 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 octobre 2007 ;

Considérant que les dispositions des articles 20.9 ; 21.3 ; 27.1 de l'arrêté préfectoral n°2002.337 du 27 février 2004 ont été enfreintes ;

Considérant que par courrier susvisé la Société ERGOM France SAS s'était engagée à mettre en place un système de désenfumage pour la fin du premier semestre 2005 comme prescrit par l'article 28 de l'arrêté préfectoral n° 2002.337 du 27 février 2004 mais que ces travaux n'ont pas été réalisés à ce jour ;

Considérant que par courrier susvisé la Société ERGOM France SAS s'était engagée à déplacer et aménager la zone de stockage de gaz pour avril 2005 mais que ceci n'a pas été réalisé à ce jour ;

Considérant que la hauteur des stockages dans les magasins excède nettement la hauteur de trois mètres prescrit à l'article 27.1 en de nombreux endroits et des stockages sont réalisés contre le bardage du bâtiment ;

Considérant que les conséquences d'un incendie pourraient être accrues par le non respect de ces prescriptions ;

Considérant, en conséquence, les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La Société ERGOM France SAS située à VILLERS LA MONTAGNE est mise en demeure de respecter, les articles 21.3 et 27.1 de l'arrêté préfectoral n° 2002.337 du 27 février 2004 sous un délai de 1 mois et l'article 20.9 de l'arrêté préfectoral n° 2002.337 du 27 février 2004 sous un délai de 2 mois.

### **Article 2**

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

### **Article 3**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée (article L 514-6 du Code de l'environnement).

### **Article 4**

M. le Secrétaire Général de la préfecture, M. le sous-préfet de BRIEY, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur de la société ERGOM France SAS,

Et dont copie sera adressée à

- M. le maire de VILLERS LA MONTAGNE

NANCY, le 24 DEC. 2007

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général,

Jean-Michel MOUGARD